



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture
Service de la coordination des politiques publiques
Bureau des procédures environnementales

Arrêté préfectoral complémentaire autorisant le changement d'exploitant au profit de la société NOVAWOOD d'une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois dangereux et non dangereux sur le territoire de la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY

N° 20211276

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite*

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles R. 181-45, R. 181-47 et R. 516-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018 modifié autorisant la société ENGIE ENERGIE SERVICES SA à exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois dangereux et non dangereux à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY ;

Vu la demande présentée par la société NOVAWOOD le 29 novembre 2021 et complétée le 14 mars 2022 en vue d'obtenir le transfert à son profit de l'autorisation d'exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois dangereux et non dangereux sur le territoire de la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY, ainsi que les informations relatives à la constitution des garanties financières conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié susvisé relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé SC/IP/0427_2022 du 7 avril 2022 ;

Vu le projet du présent arrêté transmis à la société NOVAWOOD le 5 mai 2022 pour observations éventuelles ;

Vu la réponse de l'exploitant du 12 mai 2022 ;

../...

Considérant que la demande d'autorisation de changement d'exploitant présentée par la société NOVAWOOD pour la centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois dangereux et non dangereux à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY répond aux exigences réglementaires ;

Considérant que le montant des garanties financières calculé pour l'établissement susvisé, s'élevant à 64 814,75 €, est inférieur au seuil défini à l'article R. 516-1 du code de l'environnement à partir duquel l'obligation de constitution des garanties financières s'applique ;

Considérant que les dangers et inconvénients générés par lesdites installations pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sont prévenus par les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation 20170094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire 20192447 du 13 août 2020 ;

Considérant qu'un avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) n'est pas requis dans la mesure où les conditions d'exploitation ne sont pas modifiées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société NOVAWOOD, dont le siège social est situé 34 rue Gilbert Bize 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY, est autorisée à poursuivre, en lieu et place de la société ENGIE ENERGIE SERVICES, l'exploitation d'une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois dangereux et non dangereux située à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY, chemin du Vaquené, sous réserve du strict respect des conditions d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire 20192447 du 13 août 2020.

Article 2 : Garanties financières

Article 2.1 - Objet des garanties financières

Les installations exploitées au sein de l'établissement précité sont visées par l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement. Ces garanties financières doivent permettre :

- la mise en sécurité du site des installations en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1 et R. 512-46-25 du même code,
- les mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, dans le cas d'une garantie additionnelle à constituer en application des dispositions de l'article R.516-2 VI de ce code.

Le montant des garanties financières calculé pour l'exploitant étant inférieur au seuil libératoire de 100 000 euros TTC défini à l'article R. 516-1 susvisé, l'exploitant n'a pas d'obligation de constituer ces garanties financières.

Article 2.2 - Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du calcul des garanties financières et provoquant, le cas échéant, un dépassement du seuil défini à l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer au présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Nancy :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr


Article 7 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société NOVAWOOD et dont copie sera adressée :

- au maire de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- au directeur départemental des Territoires,
- au délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

NANCY, le **25 MAI 2022**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Julien LE GOFF

